

y sont conviés et je saurais gré aux députés de s'y rendre sans tarder.

Passons à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (N° 2)

La Chambre reprend l'étude, interrompue le vendredi 15 juin, de la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton): Que le bill C-192, tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu (n° 2), soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier.

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, pour continuer mon discours de vendredi dernier, alors que j'étais à rappeler la fameuse lutte que nous avons livrée pour empêcher le gouvernement de supprimer tout plafond sur les taux d'intérêts bancaire, je dirai que nous avons été défaits, comme d'habitude, puisque les deux vieux partis, alimentés par les mêmes bailleurs de fonds, ont tous deux voté contre notre motion.

Depuis ce jour, on a vu les taux d'intérêt monter en flèche, comme l'indique un article publié dans *le Journal de Montréal* et intitulé «Le Gouvernement doit freiner la hausse des taux d'intérêt». Selon cet article le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) aurait dit, et je cite:

Le chef du Nouveau parti démocratique, M. David Lewis, est d'avis que le gouvernement devrait agir pour empêcher la hausse des taux d'intérêt.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement ose crier à l'inflation et faire semblant de chercher la cause de cette inflation. Et quand on lit ce qu'a dit le chef du Nouveau parti démocratique, on ne peut s'empêcher d'établir un rapport avec le fait significatif que le Nouveau parti démocratique appuie le gouvernement actuel.

Le ministre va jusqu'à faire croire à la population que ce bill est présenté afin d'atténuer les pressions inflationnistes mondiales sur notre économie.

D'abord, qu'est-ce que c'est que l'inflation? A mon avis, c'est la surabondance d'argent, par rapport à la faible quantité de produits disponibles.

Est-ce là la situation actuelle? Au contraire, des produits, nous en avons et pourrions en avoir encore dix fois plus, si nous avions l'argent! Voilà la vérité! Nous avons une «super production». Le problème n'en est donc pas un de production, mais de consommation.

Alors, pourquoi tant se forcer les méninges pour subventionner la production seulement? C'est tout simplement appliquer un cataplasme, en attendant d'apporter le vrai remède. Nous ne sommes pas contre les secours d'urgence en vue d'arrêter l'hémorragie, mais nous avons bien hâte que le gouvernement se décide enfin d'appliquer l'unique remède à l'organe véritablement malade, c'est-à-dire la consommation.

Loi de l'impôt sur le revenu

Or, quel est ce remède? A toutes les occasions, nous ne cessons de le répéter en cette enceinte: C'est l'escompte compensé, visant à permettre aux consommateurs d'acheter la production qui moisit dans les entrepôts, et qui demeure la cause principale de la fermeture des usines, ce qui entraîne notre faiblesse économique.

Que la Banque du Canada soit au service de tous les Canadiens, et principalement de tous les consommateurs, et qu'elle cesse d'être la chasse gardée des banquiers, des banques à charte et des gros trusts.

En attendant cette réforme, nous demandons aux membres du comité qui étudieront ce bill d'étendre au moins les réductions d'impôt proposées à tous les secteurs de l'économie, à titre de remède temporaire, pour protéger nos sociétés entièrement canadiennes.

Ce qui m'a toujours révolté, c'est le ton suppliant du ministre des Finances (M. Turner) quand il s'adresse aux banques ou aux gros contrôleurs financiers. Cette timidité d'enfant de chœur en présence des compagnies multinationales m'écoeure tout simplement.

On veut un exemple de cette attitude? Il suffit de lire la page 4726 du *hansard*, où le ministre déclare, et je cite pour l'édification de la Chambre:

Je suis certain que les compagnies canadiennes de fabrication et de transformation profiteront de ces mesures de façon à servir nos objectifs nationaux. Je suis sûr qu'elles savent toutes très bien que de nombreux dangers les menacent...

● (1530)

On peut imaginer comme c'est apeurant pour les grandes sociétés...

... et qu'elles doivent absolument consolider leur position pour survivre et prospérer dans un monde où la concurrence se fait toujours plus vive. En même temps, j'espère que les compagnies de fabrication et de transformation se rendront compte que les mesures de contrôle et les dispositions prévoyant une révision du Parlement leur créent des obligations supplémentaires. Le peuple et le Parlement canadiens vont les surveiller de près. Ils voudront s'assurer que ces compagnies font bon usage de ces ressources financières supplémentaires pour renforcer leur position sur le marché, augmenter leurs investissements et, surtout, créer de nouveaux emplois.

Et le ministre persiste à supplier les grandes sociétés, à espérer qu'elles voudront bien faire bon usage des faveurs, que ceux qu'elles ont fait élire leur accordent un peu d'attention.

Monsieur l'Orateur, il faut tout de même cesser de prendre tous les Canadiens pour des imbéciles, puisque aujourd'hui tous pourront dire ce que les grandes sociétés ont fait et feront encore avec l'argent épargné grâce à ces réductions d'impôt, comme ils savent aussi ce qu'elles ont fait des exemptions accordées sur les achats de machinerie nouvelle.

Monsieur l'Orateur, quel en fut le résultat? Des mises à pied. Voilà pourquoi nous demandons, nous, du Parti Crédit Social du Canada, que ce bill s'applique à tous les secteurs de l'économie canadienne et non seulement aux grandes sociétés qui, je crois, profiteront encore de tous les avantages de ce bill. Quant aux prétendues petites sociétés qui seront favorisées, on trouvera bien encore le tour de les oublier en favorisant tout simplement les grandes sociétés qu'on a toujours favorisées.

Monsieur l'Orateur, je voulais faire mes remarques en cette enceinte, afin de prévenir le comité de cesser de jouer le jeu des grandes sociétés et de penser aux sociétés à 100 p. 100 canadiennes.